

Volet Roumanie

La souveraineté européenne

Enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert

EUROPA

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Enquête réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert. 8000 personnes interrogées par internet via l'Access Panel d'Ipsos du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, constituant 8 échantillons de 1000 personnes représentatifs de la population nationale de 18 ans et plus de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, catégorie d'agglomération, région). Cette note de synthèse présente les résultats du volet Roumanie.

LA SOUVERAINETÉ ? UN TERME AMBIVALENT EN ROUMANIE

L'histoire politique tourmentée de la Roumanie influence-t-elle la perception dans l'opinion de la souveraineté ? Après une succession au XXe siècle de régimes autoritaires, la Roumanie a une vision positive du terme. « La souveraineté » évoque spontanément quelque chose de positif pour 60 % des personnes interrogées, « quelque chose de négatif » pour 10 %, de « ni positif, ni négatif » pour 23 %.

Sans atteindre le niveau mesuré en Allemagne (73 %), on est au-dessus de la moyenne des huit pays testés dans l'enquête (46 % d'évocations positives), et presque à l'opposé de ce que l'on mesure en France (seulement 29 % d'évocations positives) ou en Italie (21 %).

Pour autant, 37 % des Roumains considèrent la notion « dépassée », un taux plus important que la moyenne européenne (32 %), pour seulement 25 % qui le jugent « moderne » et 33 % « ni l'un ni l'autre ». En majorité (62 %), ils n'attribuent pas de couleur politique à la souveraineté, même si à la marge elle reste davantage associée à la droite (pour 16 % des interviewés) qu'à la gauche (9 %). Ces scores nous situent un peu dans l'entre deux par rapport aux autres pays testés. La souveraineté évoque quelque chose de globalement positif pour une solide majorité de Roumains, mais les traits d'image du terme sont plus contrastés.

Cette ambivalence se retrouve dans les choix de mots qu'on pourrait lui associer. Derrière « l'indépendance » (55 % de citations) et « la puissance » (41 %), deux termes que l'on retrouve également en tête sur le cumul des réponses des différents pays, 32 % des Roumains sélectionnent « le nationalisme », et 30 % « la liberté ». Cela peut paraître anecdotique, mais la Roumanie est le seul pays où l'on retrouve ces deux mots au même niveau, qui plus est haut placés en 3e et 4e positions. Ailleurs c'est plutôt soit l'un, soit l'autre : 61 % des Polonais par exemple associent souveraineté et liberté, mais seulement 6 % souveraineté et nationalisme ; à l'inverse 58 % des Italiens choisissent le mot « nationalisme », mais seulement 13 % « la liberté ». Les 30 % de Roumains qui associent la souveraineté au mot liberté sont bien répartis dans la population, tandis que ceux qui lui associent le mot « nationalisme » se recrutent davantage chez les moins de 50 ans et les sympathisants de la droite radicale (près de 40 % de citations dans chacune des catégories).

LES ROUMAINS ONT UNE BONNE IMAGE DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, MAIS L'OPPOSENT FRÉQUEMMENT À LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

L'ambiguïté relative du terme souveraineté en Roumanie ne pénalise pas la compréhension des expressions ayant trait à cette notion. Au contraire, 84 % des Roumains voient bien ce que signifie « souveraineté nationale » (pour 71 % en moyenne sur les huit pays de l'enquête), 77 % voient bien ce que signifie « souveraineté européenne » (63 % en moyenne) et 79 % comprennent bien ce qu'on entend par « autonomie stratégique » (61 % en moyenne). A chaque fois, c'est en Roumanie qu'on enregistre les meilleurs taux de compréhension.

Les trois expressions sont aussi particulièrement bien perçues dans ce pays : 76 % d'a priori « très » ou « plutôt » positifs sur souveraineté nationale (pour 57 % en moyenne européenne, +19 points), 66 % pour « souveraineté européenne » (52 % en moyenne, +14 points) et 70 % pour « autonomie stratégique » (49 % en moyenne, +21 points). Les Roumains se démarquent aussi dans l'intensité des réponses, avec pour chaque expression des taux de « très positifs » supérieurs à ceux enregistrés dans les autres pays. Notons néanmoins que la souveraineté européenne suscite moins d'enthousiasme chez les jeunes roumains (57 %) que chez leurs aînés (77 % pour les 60 ans et plus).

La notion de souveraineté européenne est donc à la fois globalement bien comprise et bien connotée en Roumanie. Pour autant, l'association des termes souveraineté et Europe pose tout de même question. Si une courte majorité des sondés (53 %) estime qu'il est possible d'employer ces deux mots ensemble, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », une proportion presque équivalente (47 %) pense plutôt que « les deux termes sont contradictoires, car la souveraineté renvoie avant tout à la Nation ». Les avis sont très partagés, plus que la moyenne européenne (58 % jugent les deux mots « complémentaires », 42 % « contradictoires »), et surtout beaucoup plus que ce que l'on enregistre dans les pays qui ont, comme la Roumanie, une bonne image de la souveraineté européenne.

En Allemagne par exemple, 73 % de l'échantillon estiment que les deux mots vont bien ensemble, pour seulement 27 % d'avis contraires. La différence s'explique peut-être encore par le caractère équivoque de la notion de souveraineté en Roumanie. Les deux tiers des Roumains associent l'expression « au fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences », 60 % « à l'indépendance vis-à-vis des autres », mais seulement 29 % pensent à « la coopération librement déterminée avec ses partenaires ». En Allemagne, cette idée de coopération est citée par une personne sur deux (49 %).

QUASI-UNANIMITÉ EN ROUMANIE POUR RENFORCER LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE ET LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Selon vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? Si en moyenne des huit pays les avis sont partagés (51 % / 49 %), la Roumanie est l'un des pays où l'on y croit le plus, avec 63 % de réponses affirmatives, pour seulement 37 % de « non ».

On est pourtant beaucoup plus exigeant qu'ailleurs sur les conditions à remplir pour pouvoir affirmer la réalité de cette souveraineté. Pour une très large majorité des Roumains, il est ainsi « primordial » que l'Europe dispose « d'une économie prospère » (82 % de citations en Roumanie, pour 69 % en moyenne européenne), « d'une politique de sécurité et de défense commune » (75 %, 67 % en moyenne), que l'on garantisse « la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation et la santé » (75 %, 65 %), que l'Europe dispose « d'une défense forte de ses propres valeurs (Démocratie, État de droit...), tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (73 %, 61 %), qu'elle dispose de « ses propres ressources énergétiques » (72 % / 60 %), « d'une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (68 %, 59 %), « de ses propres ressources fiscales » (68 %, 53 %), « d'une maîtrise des infrastructures stratégiques (ports, aéroports, énergie...) » (67 %, 52 %), « d'outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (66 %, 58 %), « d'une maîtrise des infrastructures numériques (Réseaux sociaux, Cloud, 5G...) » (60 %, 46 %). Pour chacune des propositions, c'est en Roumanie que l'on enregistre la plus forte proportion de personnes qui jugent l'élément « primordial ».

Quoi qu'il en soit, pour 83 % des Roumains (et 73 % des Européens), la souveraineté européenne doit être renforcée. La question ne fait pas débat, et le soutien au renforcement en Roumanie est presque aussi massif que pour l'idée de « renforcer la souveraineté nationale » (91 %). La principale raison évoquée (« la menace terroriste », 44 % de citations) est aussi celle qui arrive en tête en moyenne des huit pays. Viennent ensuite « la menace sanitaire » (33 % en Roumanie, 31 % en moyenne européenne) et « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale » (31 %, 27 %). Les Roumains semblent moins sensibles que leurs voisins au « défi du changement climatique » (16 % de citations, pour une moyenne européenne à 34 %), mais s'alarment en revanche un peu plus de « la volonté de puissance de la Russie » : 21 % en Roumanie, 13 % en moyenne, sans pour autant atteindre le niveau de la Lettonie (31 %) ou de la Pologne (30 %).

Comme en Lettonie (41 %), en Pologne (22 %) et en Espagne (24 %), « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte » est l'obstacle à contourner le plus souvent cité en Roumanie (36 %) pour vraiment parvenir à renforcer la souveraineté européenne, devant « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement...) telles qu'elles existent aujourd'hui » (19 %). « Le fait que certains pays européens soient dirigés par des dirigeants nationalistes » (14 %, contre 23 % en moyenne pour les huit pays), « les différences culturelles entre les na-

tions européennes» (11 %), « la réticence des populations dans différents pays européens» (10 %) et « la pression de grands groupes industriels ou de plateformes numériques» (10 %) sont plus en retrait.

EDITEUR

© Friedrich-Ebert-Stiftung Paris, 2021
41bis, boulevard de la Tour-Maubourg
F-75007 Paris, France

Responsable de cette publication à la Friedrich-Ebert-Stiftung :
Thomas Manz | Directeur du bureau de la FES en France

Photo de couverture : Jan Scheunert | picture alliance / ZUMAPRESS.com

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.